



## Arrêt

n° 104 805 du 11 juin 2013  
dans l'affaire X / I

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

### LE PRÉSIDENT F. F. DE LA 1<sup>re</sup> CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 21 janvier 2013 par X, qui déclare être de nationalité nigérienne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 21 décembre 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 26 avril 2013 convoquant les parties à l'audience du 29 mai 2013.

Entendu, en son rapport, M. BUISSERET, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me M. BEDORET, avocat, et K. PORZIO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

#### 1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

#### « A. Faits invoqués

*Selon vos déclarations lors de votre première demande, vous êtes de nationalité nigérienne et appartenez à l'ethnie haoussa. Né en 1988, vous avez obtenu un Brevet de Technicien Supérieur (BTS). De religion musulmane, vous êtes célibataire, sans enfant. Vous habitez dans le quartier de Koira Kano à Niamey, jusqu'à ce que vous quittiez votre pays.*

*En 1999, votre père fuit le Niger pour des raisons politiques. Dès l'âge de seize ans, vous motivez les jeunes à pratiquer la religion musulmane au sein d'une association appelée Izala.*

*En 2010, vous obtenez une bourse auprès d'une entreprise française qui vous envoie suivre un stage pendant un an en France. À votre retour, le chef d'Izala vous apprend que son association regroupe des membres de Al-Quaïda du Magreb (Aqmi). Il vous menace de mort considérant que le fait d'avoir été en Europe vous range du côté des traîtres. A plusieurs reprises, vous subissez des agressions à votre domicile de la part des membres de votre association. Enfin, le 6 juin 2011, vous êtes enlevé, emmené en brousse et battu toujours par des membres de votre association religieuse. Après avoir été libéré par un berger, vous rentrez chez vous. Le 23 juillet 2011, la police vous interpelle et vous amène au commissariat de Yantala à Niamey. Vous êtes accusé de fournir des informations au capitaine [I.A.K.] un ami de votre père, et au lieutenant [O.A.H.]. Au même titre que ces derniers, vous êtes accusé d'avoir fomenté la tentative de coup d'état, qui s'est déroulée dans la nuit du 12 au 13 juillet 2011. Le 25 juillet 2011, les policiers vous mettent en liberté conditionnelle dans la cour de la prison (sic). Ils vous demandent de leur donner, deux jours plus tard, toutes les informations que vous détenez sur votre père, qui est également accusé d'avoir participé à l'organisation du coup d'état. Vous feignez alors de détenir des informations à votre domicile. Deux policiers vous y accompagnent. Vous profitez d'un moment d'inattention pour prendre la fuite. Vous vous réfugiez chez un ami de votre père, qui organise votre départ du Niger pour la Belgique, où vous atterrissez en date du 4 août 2011.*

*Le 5 août 2011, vous avez introduit une première demande auprès des autorités belges qui s'est clôturée par une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire prise par le Commissariat général en date du 30 mars 2012. Le Conseil du contentieux des étrangers a confirmé cette décision de refus dans son arrêt n°86.748 (affaire 95476/VI) rendu le 3 septembre 2012.*

*Le 2 octobre 2012, sans avoir quitté le territoire belge, vous introduisez une seconde demande d'asile, objet de la présente décision.*

*A l'appui de cette nouvelle requête, vous invoquez les mêmes faits que lors de votre première demande. Ainsi, vous affirmez être poursuivi par les islamistes radicaux de votre association qui vous considèrent comme un traître suite à votre séjour en France en 2010 et par les autorités nigériennes qui vous accusent d'être impliqué dans la tentative de coup d'Etat du 12 au 13 juillet 2011.*

*A l'appui de votre requête vous déposez : (1) une convocation émanant du tribunal de grande instance de Niamey datée du 25 septembre 2012, une convocation émanant du tribunal de grande instance de Niamey datée du 10 décembre 2012, (3) un certificat de travail établi à Clermont-Ferrand le 22 avril 2011, (4) une attestation de validation des compétences établie à Clermont-Ferrand le 22 avril 2011, (5) une demande d'autorisation de travail pour un salarier étranger établie à Clermont-Ferrand le 1er avril 2010, (6) un arrêté de nomination prise par le Conseil Militaire suprême daté du 30 septembre 1981 concernant votre père, (7) une décision de fin de fonction prise par le Conseil Militaire Suprême concernant votre père datée du 10 février 1984, (8) une décision de mise à disposition de la Présidence du Conseil Militaire Suprême concernant votre père datée du 26 novembre 1986, (9) un certificat de nationalité au nom de votre père, (10) un extrait du registre des jugements supplétifs d'acte de naissance au nom de votre père, (11) une carte de membre de l'Association Islamique Nigérienne pour le Chemin de la Perfection (A.I.N.C.P.AL Kawssara) et (12) la copie de votre passeport national.*

## **B. Motivation**

*Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays ou que vous en restez éloigné en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves tel que prescrit par l'article 48/4 de la Loi du 15 décembre 1980 relatif à la protection subsidiaire.*

*D'emblée, il faut rappeler que, lorsqu'un demandeur d'asile introduit une nouvelle demande d'asile sur la base des mêmes faits que ceux qu'il avait invoqués en vain lors d'une précédente demande, le respect dû à la chose jugée n'autorise pas à remettre en cause les points déjà tranchés dans le cadre des précédentes demandes d'asile, sous réserve d'un élément de preuve démontrant que, si cet élément avait été porté en temps utile à la connaissance de l'autorité qui a pris la décision définitive, la décision eût été, sur ces points déjà tranchés, différente.*

*En l'occurrence, dans l'arrêt n° 86.748 du 3 septembre 2012, le Conseil a rejeté le recours relatif à votre première demande d'asile, en estimant que les faits que vous avez invoqués n'étaient pas crédibles.*

*Dans le cas d'espèce, vous invoquez principalement les mêmes faits, à savoir des poursuites de la part des autorités nigériennes qui vous accusent de tentative de coup d'Etat et de la branche armée nigérienne d'AQMI qui vous considère comme un traître. Or, ni la crainte de persécution, ni le risque de subir des atteintes graves n'ont été jugés fondés dans votre chef.*

*Dès lors, il reste à évaluer la valeur probante des éléments que vous versez à l'appui de votre deuxième requête (les pièces) et d'examiner si ces éléments permettent de prendre une autre décision.*

*S'agissant des deux convocations que vous avez déposées à l'appui de votre seconde demande d'asile, le Commissariat général relève tout d'abord qu'il n'est pas établi que ces documents se rapportent à votre récit d'asile. En effet, sur ces convocations, il est mentionné que vous êtes prié de vous présenter pour affaire vous « concernant » sans aucune autre précision quant au motif de vos convocations. Ensuite, le Commissariat général souligne, concernant ces deux convocations datées l'une du 25 septembre 2012 et l'autre du 10 décembre 2012, qu'il n'est pas vraisemblable que de tels documents soient émis plus d'une année après votre fuite du pays au vu de la gravité des faits que vous invoquez. Dès lors, ces nouveaux éléments (les convocations) ne permettent pas de pallier l'absence de crédibilité de votre précédente demande d'asile.*

*Concernant la copie de votre passeport national, la copie d'extrait du registre des jugements supplétifs d'acte de naissance et la copie du certificat de nationalité au nom de votre père, versées à l'appui de votre seconde demande d'asile, le Commissariat général relève que ces documents concernent votre identité et nationalité nigérienne ainsi que celles de votre père, qui ne sont pas remises en cause dans la présente décision. Par conséquent, ces documents ne peuvent suffire à, eux seuls, à rétablir la crédibilité qui fait défaut à vos déclarations.*

*Par ailleurs, en ce qui concerne la demande d'autorisation de travail, l'attestation de validation des compétences et le certificat de travail qui ont été établis à votre nom à Clermont-Ferrand en avril 2011, déposés à l'appui de votre seconde demande d'asile, le Commissariat général souligne que ces documents se rapportent à la formation et à l'activité professionnelle que vous avez effectuées en France et que ceux-ci n'apportent aucune précision quant à vos craintes de persécutions.*

*De même, votre carte de membre de l'Association Islamique Nigérienne pour le Chemin de la Perfection (A.I.N.C.P.AL Kawssara) ne peut suffire, à elle seule, à rétablir la crédibilité de vos déclarations.*

*Quant à l'arrêté de nomination au nom de votre père prise par le Conseil Militaire suprême daté du 30 septembre 1981, la décision mettant fin à sa position dite « Sous les Drapeaux » datée du 10 février 1984 et son arrêté de nomination en tant que chef du Service de la Comptabilité au Secrétariat du Gouvernement daté du 26 novembre 1986, le Commissariat général rappelle que ces documents ont déjà été examinés dans le cadre de votre première demande d'asile. Ceux-ci n'apportent aucune précision quant aux menaces dont votre père et vous avez fait l'objet au Niger. Dès lors, ces documents ne permettent aucunement de conclure à la réalité des faits que vous invoquez à l'appui de votre requête et, par conséquent, de mettre à mal la décision prise par le Commissariat général dans le cadre du traitement de votre première demande.*

*Finalement, concernant les motifs de votre seconde demande d'asile, le Commissariat général relève que vous vous êtes contenté de faire référence aux faits que vous avez invoqués lors de votre première demande, sans y apporter d'élément concret et convaincant permettant d'expliquer les incohérences et invraisemblances qui ont été relevées dans ma décision du 30 mars 2012, confirmée par le Conseil du contentieux des étrangers.*

*Quant à l'évaluation de votre dossier au regard de l'article 48/4 § 2 c de la loi du 15 décembre 1980, rappelons que celui-ci mentionne que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, sont considérées comme une « atteinte grave » qui peut donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire, pour autant qu'il y ait de sérieux motifs de croire que cette personne encourrait un risque réel de subir de telles atteintes (article 48/4 § 1). Or, la situation actuelle au Niger ne rencontre pas les exigences de la définition de l'article 48/4.*

*Depuis le coup d'état militaire du 18 février 2010, le Niger est retourné à la vie démocratique à travers les élections organisées début 2011, considérées comme libres et transparentes, et qui, le 12 mars*

2011, ont amené au pouvoir l'opposant historique Mahamadou Issoufou ainsi que son parti, le PNDS-Tarayya et ses alliés.

Les accords de paix conclus par le passé avec les mouvements touareg ont été respectés et la paix règne actuellement au Niger malgré le retour de Nigériens ou de Touareg en provenance de Libye. Un nouveau premier ministre, d'origine touareg, Rafini Brigi, a été nommé le 7 avril 2011 et le nouveau régime a pris des mesures en faveur des Touareg afin de mieux les intégrer dans la société nigérienne.

La démocratie s'est donc consolidée au Niger.

Les événements libyens n'ont pas eu d'effets déstabilisants sur la société qui s'est occupée de la réintégration des ressortissants nigériens et du désarmement des personnes venant de Libye.

Depuis le début de l'année 2012, l'émergence de la rébellion touareg –qui a créé l'Etat de l'Azawad – et de la rébellion islamiste au Mali a inquiété les autorités nigériennes. Mais tant le gouvernement que les Touareg nigériens ont condamné cette rébellion et, à ce jour, elle n'a eu aucune influence négative sur la situation au Niger qui reste un îlot de stabilité au Sahel. La présence d'Aqmi, mouvement islamiste terroriste, au Mali inquiète les autorités mais n'a eu que peu d'impact sur la population nigérienne.

La question la plus inquiétante qui demeure est celle de l'insécurité alimentaire aggravée par l'afflux de réfugiés maliens.

En conclusion, au vu de ce qui précède, le Commissariat général est dans l'impossibilité d'établir qu'à l'heure actuelle, il existerait, en votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou des motifs sérieux de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

### **C. Conclusion**

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

Il s'agit de l'acte attaqué.

### **2. Les faits invoqués**

La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

### **3. La requête**

La partie requérante prend un moyen unique de la violation de « l'article 1<sup>er</sup>, section 1, §2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci- après dénommés la Convention de Genève), des articles 48 à 48/4, 57/7 bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que les articles 1 à 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes( sic) ». Elle estime également que « la décision précitée viole également le principe de bonne administration et le Guide des procédures et critères du HCR » et que la partie défenderesse « a commis une erreur d'appréciation ».

La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

La partie requérante demande au Conseil, à titre principal, de lui reconnaître la qualité de réfugié ; à titre subsidiaire, de lui accorder le statut de protection subsidiaire ; et à titre infiniment subsidiaire, d'annuler la décision attaquée.

#### 4. Nouveaux éléments

La partie requérante annexe à sa requête les pièces qu'elle a déposées lors de l'introduction de sa deuxième demande d'asile, ce que confirme la requête ( requête, page 3).

Le Conseil observe que ces documents se trouvent au dossier administratif de sorte qu'il en a connaissance par ce biais.

A l'audience, la partie requérante dépose la copie de trois convocations.

Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1er, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, elles sont valablement déposées dans le cadre des droits de la défense dans la mesure où elles étaient le moyen.

#### 5. Questions préalables

5.1.En l'espèce, à titre liminaire, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

Le Conseil constate qu'en l'occurrence, la partie requérante s'abstient, d'expliquer de quelle manière l'acte attaqué violerait l'article 57/7 bis de la loi du 15 décembre 1980.

Il en résulte que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition.

5.2.Le moyen pris de la violation du *Guide des procédures et critères* du HCR est irrecevable. Ce guide n'a en effet valeur que de recommandation de sorte que sa violation directe ne saurait être invoquée devant le Conseil.

#### 6. Discussion

La partie requérante développe essentiellement son argumentation sous l'angle de l'application de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Elle sollicite aussi le statut de protection visé à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 et expose que « l'insécurité majeure et les risques graves encourus en cas de retour justifient l'octroi de la qualité de réfugié ou la protection subsidiaire » et que « les autorités nigériennes sont actuellement aux prises avec les islamistes au Mali mais également aux frontières du Niger. Le requérant fiché comme un islamiste connaîtra inévitablement des atteintes graves au sens des articles 48/3 et/ou 4 de la loi de 1980 si il devait être renvoyé au Niger ». Le Conseil en conclut qu'elle fonde sa demande sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître le statut de réfugié et que son argumentation au regard de la protection subsidiaire se confond avec celle qu'elle développe au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil examine donc les deux questions conjointement.

En l'espèce, la partie requérante introduit une seconde demande d'asile. Sa première demande d'asile s'est clôturée par un arrêt n° 86 748 du Conseil du 3 septembre 2012 rejetant sa demande de protection internationale. Cet arrêt a notamment estimé que « les motifs de la décision attaquée portent sur les éléments essentiels du récit du requérant et qu'ils sont déterminants, permettant, en effet, à eux seuls de conclure à l'absence de crédibilité de son récit et du bienfondé de la crainte qu'il allègue ».

A l'appui de sa seconde demande, le requérant avance une convocation émanant du tribunal de grande instance de Niamey datée du 25 septembre 2012, une convocation émanant du tribunal de grande instance de Niamey datée du 10 décembre 2012, un certificat de travail établi à Clermont-Ferrand le 22 avril 2011, une attestation de validation des compétences établie à Clermont-Ferrand le 22 avril 2011, une demande d'autorisation de travail pour un salarié étranger établie à Clermont-Ferrand le 1er avril 2010, un arrêté de nomination pris par le Conseil Militaire suprême daté du 30 septembre 1981 concernant son père, une décision de fin de fonction prise par le Conseil Militaire Suprême concernant son père datée du 10 février 1984, une décision de mise à disposition de la Présidence du Conseil Militaire Suprême concernant son père datée du 26 novembre 1986, un certificat de nationalité au nom de son père, un extrait du registre des jugements supplétifs d'acte de naissance au nom de son père, une carte de membre de l'Association Islamique Nigérienne pour le Chemin de la Perfection (A.I.N.C.P.AL Kawssara) et la copie de son passeport national.

Dans la décision attaquée, la partie défenderesse expose les raisons pour lesquelles les éléments déposés par le requérant, à l'appui de sa seconde demande, ne permettent pas de rétablir la crédibilité de son récit, remise en cause lors de sa précédente demande.

La partie requérante conteste cette analyse et fait valoir que la partie défenderesse a mal apprécié les éléments qu'elle a produits pour soutenir sa deuxième demande d'asile.

Le Conseil rappelle que lorsqu'un demandeur d'asile introduit une nouvelle demande d'asile sur la base des mêmes faits que ceux qu'il avait invoqués en vain lors d'une précédente demande, le respect dû à la chose jugée n'autorise pas à remettre en cause les points déjà tranchés dans le cadre des précédentes demandes d'asile, sous réserve d'un élément de preuve démontrant que la décision eût été différente si cet élément avait été porté en temps utile à la connaissance du juge ou de l'autorité qui a pris la décision définitive.

Il y a donc lieu d'apprécier si ces éléments possèdent une force probante telle que le juge de la précédente demande aurait pris une décision différente s'il en avait eu connaissance.

En l'espèce, le Conseil se rallie à la motivation de l'acte entrepris et estime que la partie adverse a légitimement pu considérer que le requérant ne peut pas être reconnu réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 et ne peut bénéficier de la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil relève que la motivation de la décision attaquée développe longuement les motifs qui l'amènent à estimer que les éléments déposés par le requérant, à l'appui de sa seconde demande, ne permettent pas de rétablir la crédibilité de son récit, remise en cause lors de sa précédente demande. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons du rejet de sa demande. La décision est donc formellement correctement motivée.

S'agissant des deux convocations émanant de la Cour d'appel de Niamey, le Conseil relève que la partie défenderesse a pu constater valablement que ces convocations mentionnent que le requérant est convoqué pour affaire « le concernant » sans aucune autre précision quant au motif de ces convocations et relever qu'il n'est pas vraisemblable que de tels documents soient émis plus d'une année après la fuite du requérant au vu de la gravité des faits qu'il invoque.

En termes de requête, la partie requérante fait valoir que « ces convocations sont en rapport avec la tentative de putsch pour laquelle le requérant a déjà été arrêté. En effet, le requérant a déjà déclaré précédemment avoir été arrêté au Commissariat de Yantala. Or, les convocations précisent que le requérant doit se présenter devant le Tribunal de l'arrondissement de Yantala », qu'« il est fait reproche à ces convocations de ne pas indiquer avec précision le motif de la convocation. Le requérant fait remarquer qu'il n'arrive jamais qu'un Tribunal ou une Cour précise le motif de la convocation » et relève qu'elle « n'a pas pu déposer ces pièces plus tôt car elles sont datées du 25 septembre 2012 et du 10 décembre 2012. Elles sont postérieures à la date de sa première demande d'asile ».

Le Conseil ne peut partager cette argumentation, se rallie à la motivation de l'acte attaqué qui se vérifie à la lecture desdites pièces et rappelle son arrêt n° 86 748 précité selon lequel « les motifs de la décision attaquée portent sur les éléments essentiels du récit du requérant et qu'ils sont déterminants, permettant, en effet, à eux seuls de conclure à l'absence de crédibilité de son récit et du bienfondé de la crainte qu'il allègue ». Il estime que les allégations de la partie requérante ne permettent pas de renverser cette analyse et estime dès lors que ces deux convocations n'ont pas une force probante telle que le juge de la précédente demande aurait pris une décision différente s'il en avait eu connaissance.

En termes de requête, la partie requérante fait valoir que « par le simple fait de ne pas avoir répondu à ces convocations, le requérant s'expose à une peine de prison. Vu les craintes initiales du requérant à retourner au Niger, à savoir : poursuivi pour tentative de coup d'état, cette nouvelle sanction ne fait qu'aggraver son cas » et estime que « la partie adverse ne peut ignorer la situation des détenus dans les prisons de Niamey. Le requérant subirait des persécutions au sens de l'article 48/3 de la loi de 1980. »

Le Conseil constate qu'il n'est nullement établi que le requérant soit convoqué pour les faits qu'il relate, que les faits relatés par le requérant ne sont pas jugés crédibles de sorte que le Conseil n'aperçoit pas en quoi cette « nouvelle situation ne fait qu'aggraver son cas ».

Le Conseil constate en outre que le requérant fait état de ces craintes pour la première fois en termes de requête et reste en défaut d'expliquer les raisons pour lesquelles il n'en a pas fait état auparavant de sorte que le Conseil estime que le bienfondé de cette crainte n'est nullement établi.

S'agissant de la situation des détenus à Niamey, le Conseil observe d'une part, que la partie requérante reste en défaut d'apporter le moindre élément qui soit de nature à conclure que toute personne détenue, à Niamey, remplisse les conditions de l'article 48/3 de la loi ou de l'article 48/4 de la loi, et d'autre part, que la peine prévue pour une personne qui ne répond pas aux convocations qui lui sont adressées, telle qu'elle est avancée par la partie requérante en termes de requête, et à supposer établi que cette peine soit conforme à la loi en vigueur et soit applicable, ce qui n'est, en outre, nullement démontré en l'espèce, soit disproportionnée.

Le Conseil relève que la partie défenderesse a pu valablement constater que la demande d'autorisation de travail, l'attestation de validation des compétences et le certificat de travail qui ont été établis à Clermont-Ferrand en avril 2011, « se rapportent à la formation et à l'activité professionnelle que [le requérant a] effectuées en France et que ceux-ci n'apportent aucune précision quant à [ses] craintes de persécutions » et que sa « carte de membre de l'Association Islamique Nigérienne pour le Chemin de la Perfection (A.I.N.C.P.AL Kawssara) ne peut suffire, à elle seule, à rétablir la crédibilité de [ses] déclarations », constats qui ne sont pas rencontrés de manière convaincante en termes de requête. En effet, la partie requérante expose qu'elle « a démontré par le dépôt de sa carte de membre de l'Association Islamique Nigérienne pour le Chemin de la Perfection qu'elle est répertoriée au sein d'un mouvement islamique », qu'« étant fiché d'islamiste, le requérant est considéré comme un rebelle, cette carte de membre confirme les dires du requérant quant à ses craintes de représailles du chef et des membres du groupe Izala qui l'ont accusé de trahison pour avoir été travailler en France ». Elle insiste que le fait qu'elle « a prouvé de façon totalement objective avoir rompu avec l'idéologie islamiste en postulant pour une bourse dans une entreprise française, a effectué un stage d'ouvrier en maintenance mécanique du 20 mai 2010 au 22 avril 2011 » et rappelle que « c'est suite à son retour au pays à la fin de son stage que le requérant a eu de graves ennuis avec Izala (Branche d'AQMI). Dès lors, le Visa et le passeport du requérant ainsi que l'attestation de validation des compétences, le contrat de travail simplifié rapportent à suffisance et de façon objective que le requérant a subi des persécutions émanant du groupe islamiste d'Izala ».

Le Conseil estime qu'il ne peut être déduit de la production de la carte de membre de l'Association Islamique Nigérienne pour le Chemin de la Perfection que le requérant soit considéré comme un « rebelle » ou que cette carte confirme les craintes du requérant s'agissant du groupe Izala de même qu'il ne saurait être déduit de la demande d'autorisation de travail, de l'attestation de validation des compétences et du certificat de travail produits que le requérant « ait rompu avec l'idéologie islamiste ». De même, le Conseil ne peut partager l'argumentation de la partie requérante selon laquelle « le Visa et le passeport du requérant ainsi que l'attestation de validation des compétences, le contrat de travail simplifié rapportent à suffisance et de façon objective que le requérant a subi des persécutions émanant du groupe islamiste d'Izala » et rappelle à nouveau que, dans son arrêt n°86 748 précité, le Conseil a estimé que les propos du requérant manquaient de crédibilité relativement à des éléments essentiels de sa demande et que la partie défenderesse a pu relever à bon droit des « invraisemblances, des imprécisions et une contradiction dans ses déclarations ». Il estime en l'occurrence que les éléments produits par le requérant pour soutenir sa seconde demande de protection internationale n'ont pas une force probante telle que le juge de la précédente demande aurait pris une décision différente s'il en avait eu connaissance.

En termes de requête, la partie requérante avance que « quant aux décisions et arrêtés du 1<sup>er</sup> janvier 1984 et du 26 novembre 1986 concernant les fonctions exercées par le père du requérant, la partie adverse a omis de prendre en considération le fait que ces documents ont été produit afin d'attester que le père du requérant était lié à l'ancien gouvernement et de ce fait a connu des ennuis politique, raison pour laquelle il a fuit le Niger. Le requérant rapport pour le surplus son lien de filiation avec son père en produisant d'une part le certificat de nationalité de son père et l'extrait du registre des jugements supplétifs d'acte de naissance du requérant ».

Le Conseil n'aperçoit pas en quoi ces arguments seraient de nature à établir le bienfondé des craintes alléguées par le requérant : il rappelle que son récit n'est pas jugé crédible et estime que les éléments qu'il dépose pour soutenir sa seconde demande de protection internationale ne permettent pas d'invalidier ce constat.

Le Conseil se rallie également à l'analyse de la partie défenderesse quant à ces éléments et estime que la partie requérante n'apporte aucun élément pertinent qui soit de nature à contester de manière convaincante l'analyse qu'a opérée la partie défenderesse des éléments produits par le requérant.

A l'audience, la partie requérante dépose la copie de trois convocations. Le Conseil rappelle qu'indépendamment de la pertinence de l'examen de l'authenticité d'un document, la question qui se pose en réalité est celle de savoir s'il permet d'étayer les faits invoqués par la partie requérante : autrement dit, il importe d'en apprécier la force probante. Le Conseil rappelle à cet égard qu'en sa qualité de juge de plein contentieux, il apprécie de manière souveraine la valeur ou le caractère probant des pièces et documents qui lui sont soumis. Le Conseil observe de prime abord qu'il s'agit de simples photocopies qui n'ont qu'une force probante limitée et dont on ne peut garantir l'authenticité. S'agissant de la convocation datée du 7 mars 2013, le Conseil observe en outre que le cachet qui y est apposé est difficilement lisible de même que le logo figurant dans l'en-tête de cette convocation, que le signataire de cette convocation n'est pas identifiable et que les caractères qui sont utilisés dans le corps du texte sont disparates. En outre, ce document mentionne que « en cas de refus, l'article 5 lui sera appliqué » sans préciser quelle législation est ainsi visée. S'agissant des deux convocations datées du 4 mars 2013, le Conseil observe également que le cachet qui y est apposé est difficilement lisible et que le signataire de cette convocation n'est pas identifiable. En conclusion, le Conseil rappelle le peu de consistance et de cohérence des dépositions de la partie requérante et estime que ces documents ne contiennent pas d'élément qui permette d'expliquer les incohérences qui entachent ses déclarations et n'apportent aucun éclaircissement sur le défaut de crédibilité des faits qu'elle invoque. Le Conseil estime que ces convocations déposées à l'audience ne possèdent pas une force probante telle que le juge de la précédente demande aurait pris une décision différente s'il en avait eu connaissance.

D'autre part, la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation au Niger correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi. Elle se borne à faire valoir que « Quant à la situation qui aurait changé au Niger depuis le coup d'Etat, il est à noter que les éventuels accords de paix avec les touaregs n'ont pas été reconduits ni respectés par l'armée et les autorités actuelles ? On ne peut tenir compte d'une situation périmée pour avancer des éléments réduisant artificiellement la présentation des risques en cas de retour » mais n'apporte aucun élément pour soutenir sa critique. Le Conseil n'aperçoit pour sa part aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans son pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des sérieux motifs de croire qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

#### 7. L'examen de la demande d'annulation.

La requête demande, à titre infiniment subsidiaire, d'annuler la décision entreprise.

Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

#### **Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.



Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze juin deux mille treize par :

Mme M. BUISSERET,

président f.f., juge au contentieux des étrangers

M. P. MATTA,

greffier.

Le greffier,

Le président,

P. MATTA

M. BUISSERET